



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 13/01/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TITANOBEL

Dépôt des Grands Marmiers
87234 LA JONCHERE ST MAURICE

Références : UiD872026-008

Code AIOT : 0006000337

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement TITANOBEL implanté Dépôt des Grands Marmiers 87340 La Jonchère-Saint-Maurice. L'inspection a été annoncée le 03/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL
- Dépôt des Grands Marmiers 87340 La Jonchère-Saint-Maurice
- Code AIOT : 0006000337
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'entreprise Titanobel est spécialisée dans le secteur des explosifs à usage civil sous la marque « DYNNO NOBEL ». Le siège social de Titanobel France se situe à Pontailier sur Saône. L'établissement de la Jonchère-Saint-Maurice est un des dépôts d'explosifs de l'entreprise.

Au vu des quantités de produits stockés, le site est classé Seveso seuil Haut pour la rubrique 4220.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Réserve d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 9.12	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	MMR – Zone de stockage	Arrêté Préfectoral du 25/10/2017, article 12.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 25/10/2017, article Annexe 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	SGS – Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 annexe I.1	Sans objet
2	MMR – Matériel électrique limité au maximum et de type IP55	Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 4	Sans objet
6	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.7	Sans objet
7	MMR _ Maintenance	Arrêté Préfectoral du 25/10/2017, article 4	Sans objet
8	POI _ Incendie / produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
9	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 9.9	Sans objet
10	Respect des quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 2	Sans objet
11	Déchets pyrotechniques	Arrêté Préfectoral du 25/10/2017, article 11	Sans objet
12	Installations électriques _ contrôles périodiques	Arrêté Préfectoral du 27/10/2017, article 8	Sans objet
13	MMR – Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 9.12	Sans objet
14	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 21	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	Rapports d'accident / d'incident	Code de l'environnement du 15/04/2022, article R. 516.1	Sans objet
16	Gestion des situations accidentelles _ Information des populations	Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 9.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fourni les éléments de réponses attendus dans les suites de la précédente inspection. Trois points de contrôle ont fait l'objet de demandes de justificatifs suite à la présente visite qui n'a pas fait ressortir de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SGS – Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 annexe I.1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p> <p>Le rapport d'inspection de la précédente visite du 10/09/2024 mentionnait :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des items de la formation initiale sont toujours réalisés et enregistrés. En l'occurrence pour le chef de dépôt, l'entretien de contrôle et de validation des acquis en matière de sécurité n'est pas enregistré, bien que l'exploitant ait indiqué que celui-ci a été réalisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans sa réponse du 14/10/2024 à l'Inspection, l'exploitant a indiqué que le chef de dépôt avait suivi un parcours de formation avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une première formation en décembre 2022 (pour laquelle l'enregistrement de la formation n'a pas été retrouvé). - une seconde formation au mois de janvier 2023 pour laquelle l'enregistrement a bien été conservé et transmis à l'Inspection.

L'exploitant s'était engagé dans sa réponse à assurer à l'avenir le bon enregistrement de l'ensemble des documents de formation.

Lors de la présente visite du 14/10/2025, l'Inspection a constaté la mise en œuvre sur le site d'une prestation d'écopâturage avec la présence d'ovins qui participent à l'entretien des espaces verts. L'exploitant a justifié des autorisations et formations du prestataire en charge des animaux, dont il précise par ailleurs qu'il exerce des missions de convoyeur pour Titanobel. L'exploitant a ainsi précisé que ce dernier disposait d'un permis de travail et qu'il avait fait l'objet d'un accueil sécurisé. Il a été présenté sur demande de l'Inspection les documents suivants :

- arrêté préfectoral du 19/11/2024 portant habilitation à la garde, la mise en œuvre, et l'emploi de produits explosifs ;
- Plan de prévention / PV d'ouverture de chantier / permis de travail pour les périodes d'intervention sur l'année 2025 (document référencé PRS-03-01 annexe 5A).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MMR – Matériel électrique limité au maximum et de type IP55

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, MMR – Matériel électrique limité au maximum et de type IP55

Prescription contrôlée :

La traçabilité des différentes vérifications, tests, contrôles et autres opérations visées ci-dessus est assurée en permanence. L'exploitant tient ces enregistrements à disposition de l'Inspection des installations classées.

Le rapport d'inspection de la précédente visite du 10/09/2024 mentionnait :

L'exploitant justifie que l'ensemble du matériel électrique présent dans les dépôts est IP55. L'exploitant réalise une vérification annuelle par un organisme agréé du matériel électrique présent sur le site.

Constats :

Dans sa réponse du 14/10/2024 à l'Inspection, l'exploitant a indiqué que lors d'une précédente inspection, il avait fourni une copie du rapport d'inspection des installations électriques réalisés par l'APAVE le 03/04/2019.

L'exploitant a joint ledit rapport à sa réponse et a indiqué que le classement IP55 des matériels électriques présents au sein des locaux à risque y était bien mentionné en annexe 2.

L'exploitant a indiqué par ailleurs que suite à des changements de matériels, il a souhaité renouveler cette attestation pour l'ensemble de son matériel électrique (en zone à risques).

Il a à cet égard joint un devis à sa réponse (annexe 3).

Lors de la présente visite du 14/10/2025, l'Inspection a consulté un rapport d'inspection des installations électriques daté du 5/11/2024 qui fait état d'un indice de protection IP55 pour les matériels situés dans les dépôts de stockage des explosifs et des détonateurs. Les rapports Q 18 et Q 19 ne font par ailleurs pas état de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réserve d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 9.12
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de moyens pour assurer la défense extérieure contre l'incendie par des moyens adaptés aux risques à défendre. Notamment une réserve en eau de 240 m ³ [...]. La réserve en eau est alimentée par la source située au Nord du dépôt. Le rapport d'inspection de la précédente visite du 10/09/2024 mentionnait : L'exploitant justifie que la réserve incendie est toujours intègre (bâche et vanne). L'exploitant vérifie avec le SDIS que l'aire de pompage est suffisante et correctement positionnée.
Constats : Dans sa réponse du 14/10/2024 à l'Inspection, l'exploitant a indiqué qu'un contrôle visuel trimestriel était réalisé par le chef de dépôt ou le personnel d'astreinte lors des inspections trimestrielles des moyens d'extinction et a joint l'enregistrement correspondant pour l'année 2024. Il a précisé avoir procédé à un contrôle et test de la vanne (photo à l'appui) au mois d'octobre et avoir pris l'attache du SDIS en vue d'une visite de l'installation. Par transmission du 19/03/2025 à l'Inspection, l'exploitant a transmis le compte rendu de visite du service prévision du SDIS sur le site de La Jonchère Saint-Maurice en date du 10 février 2025. Dans sa transmission l'exploitant précise que suite à cette visite, un exercice de secteur est prévu en date du 17/05/2025 par les centres d'incendie et de secours d'Ambazac et de La Jonchère Saint-Maurice, afin de réaliser le test triennal d'aspiration de la bâche à eau. Le compte rendu mentionne que les accès à la bâche à eau ne sont pas conformes aux standards actuels et que l'accessibilité à la bâche à eau doit être vérifiée. Lors de la présente visite du 14/10/2025, l'exploitant a indiqué que l'exercice sus-visé n'avait pas pu être réalisé. Sa programmation au 17/05/2025 avait fait l'objet d'un report en septembre 2025 sur demande des pompiers qui n'ont par la suite pas donné suite malgré une relance de l'exploitant en septembre 2025. L'exploitant précise en revanche que le test d'écoulement au niveau de la vanne a bien été réalisé et qu'il procède au contrôle visuel du niveau du réservoir tous les trimestres. Ce point a été ajouté au suivi des MMR et le dernier enregistrement a été présenté à l'Inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera de la validation par le SDIS de l'accessibilité du réservoir et justifiera, dans cette attente, des sollicitations de ce dernier à cette fin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : MMR – Zone de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2017, article 12.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions divers liées au stockage
Prescription contrôlée : L'usage du téléphone portable est interdit dans les dépôts des zones pyrotechniques 1 et 2. 15/18 Les activités dans les zones 1 et 2 sont interdites en cas de risque d'orage. Les produits explosifs entreposés dans les dépôts ne sont pas en contact avec les parois des locaux. L'exploitant s'assure en permanence de la conformité des produits explosifs et des détonateurs. Il met en place un suivi permettant de détecter les produits arrivant à échéance de leur date de péremption. Les zones de manutention des produits explosifs et des détonateurs, notamment les aires de chargement et de déchargement des dépôts, sont éclairées. Le rapport d'inspection de la précédente visite du 10/09/2024 mentionnait : L'exploitant décale les différentes caisses de produits explosifs (y compris les détonateurs) dans les différents dépôts qui seraient en contact avec les parois des locaux.
Constats : Dans sa réponse du 14/10/2024 à l'Inspection, l'exploitant a indiqué que les palettes et caisses en contact avec les parois des locaux avaient été écartées. Il a par ailleurs indiqué investir dans la mise en place d'une barrière physique empêchant ce contact. Lors de la présente visite du 14/10/2025, l'Inspection a constaté la mise en place dans les entrepôts d'explosifs de bastaings chevillés sur le sol obligeant le respect de l'espace requis au regard de la paroi des locaux. Dans le dépôt des détonateurs seuls des marquages au sol garantissent le bon positionnement des palettes qui font office de simples supports (non utilisées pour la manutention) en vue de l'entreposage des cartons de détonateurs et de cordons dans le dépôt. Dans le local « dégroupage » de ce dépôt, les produits sont stockés selon des modalités définies en partie confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection de l'absence de risque ou d'élément d'incompatibilité technique au regard des modalités actuelles de stockage des produits concernés (cartons stockés dans le local de dégroupage des détonateurs).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2017, article Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture du site
Prescription contrôlée : L'établissement est entouré, sur toute sa périphérie, d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres empêchant efficacement toute tentative d'intrusion à l'intérieur de l'établissement Le rapport d'inspection de la précédente visite du 10/09/2024 mentionnait : L'exploitant répare la clôture endommagée du sas d'entrée.
Constats : L'exploitant a procédé aux réparations de la clôture. Au regard des éléments repris en annexe confidentielle, l'Inspection a sollicité auprès de l'exploitant des éléments d'appréciation complémentaires en lien avec les activités aux abords du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection des mesures mises en œuvre au regard de l'interdiction de la chasse aux abords du site (mesures d'information, convention avec les sociétés de chasses, matérialisation de la zone concernée, etc...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Système de gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.7
Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit
Constats : En préambule de la visite d'inspection, l'exploitant a rappelé que le thème de la sécurité restait la priorité et a fait part à l'Inspection d'un rappel fait par sa direction suite à un accident survenu le 11/10/2025 aux Etats-Unis dans le Tennessee, dans un bâtiment d'une usine de fabrication d'explosifs. Lors de la présente visite, l'exploitant a tenu à disposition de l'inspection : - Le dernier rapport d'audit interne de la direction générale des 6 et 7/05/2025 eu égard aux sujets

<p>SGS et MMR avec le suivi des actions reportées dans le plan d'action et le suivi de leur efficacité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les deux dernières revues de Direction. L'Inspection a pris connaissance des éléments inhérents aux audits et inspections de la revue de direction du 31/03/2025, notamment la partie «audits et inspections » avec les améliorations réalisées et prévues, ainsi que les éléments de conclusion en lien avec le SGS.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : MMR _ Maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2017, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, MMR _ Maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque MMR, l'exploitant définit et met en œuvre des procédures permettant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifier l'adéquation de la cinétique de mise en œuvre par rapport aux événements à maîtriser, - vérifier son efficacité, - assurer son indépendance vis-à-vis du scénario accidentel, - la tester, - la maintenir. <p>L'exploitant dispose d'enregistrements justifiant la mise en œuvre de ces procédures. Toutes les MMR font l'objet d'un test et d'une maintenance périodiques dont le résultat est tracé, analysé et exploité sauf impossibilité justifiée par écrit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié des modalités de suivi dont le détail est repris en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : POI _ Incendie / produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI _ Incendie / produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'opération interne (POI) a été mis à jour le 29/11/2024, cette version (G) intègre les protocoles concernant les 1^{er} prélèvements environnementaux.</p> <p>Il est notamment mentionné que le Directeur des Opérations Internes (DOI) identifie la personne en charge des prélèvements environnementaux parmi le personnel d'astreinte TITANOBEL et que, si la situation le permet, les prélèvements sont immédiatement mis en œuvre.</p> <p>Le POI prévoit également des prélèvements conservatoires post accidentel (air/sol/eau) sur</p>

<p>demande de l'administration sans toutefois préciser la procédure. L'exploitant indique qu'un laboratoire a été identifié pour réaliser des prélèvements environnementaux mais le site n'a pas contractualisé.</p> <p>L'exploitant explique ce choix par le fait qu'un scénario d'incendie dériverait très rapidement en explosion de part la nature des produits stockés. Dès lors, au vu des cinétiques d'intervention des brigades d'intervention rapide (de l'ordre de 4h), ils interviendraient systématiquement dans une situation post-accidentelle. L'exploitant a donc privilégié une mesure immédiate interne telle que décrite ci-après.</p> <p>Les points de prélèvements ont été identifiés en fonction de la rose des vents et sont recensés dans le POI. Selon le sens du vent, le personnel se positionne sur le point de mesure représentatif.</p> <p>L'exploitant indique que les produits de décomposition ont été étudiés dans l'étude de danger (Version B du 31 mars 2017) (« <i>Les produits de décomposition d'une détonation sont principalement des oxydes de carbone (CO et CO₂), de la vapeur d'eau (H₂O), de l'azote (N₂) et des composés nitreux (NO_x), et aussi éventuellement de l'alumine (Al₂O₃)</i> ») et qu'ils n'ont pas évolués depuis (mêmes produits présents sur site).</p> <p>Une valise avec du matériel de mesure (détecteur MultiRAE) est disponible sur site pour la mesure de CO, NO, NO₂, NH₃, SO₂ ainsi qu'une pompe de prélèvement pour HNO₃. L'exploitant précise que l'appareil enregistre toutes les mesures et que les données peuvent être extraites. L'appareil est réglé sur un seuil d'alerte ayant vocation à protéger le personnel d'astreinte en charge de la mesure. Une procédure d'utilisation existe, ainsi qu'une calibration interne et externe pour garantir les mesures et les batteries sont vérifiées (une batterie de secours est également disponible).</p> <p>L'exploitant précise que les 1^{er} prélèvements environnementaux seront mis en œuvre lors du prochain exercice POI afin de conforter la procédure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Débroussaillage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 9.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'établissement du dépôt doit être tenu dans un état constant d'ordre et de propreté. Un débroussaillage soigneux est réalisé autour des dépôts. L'herbe est régulièrement coupée dans un rayon de 50 mètres autour des dépôts.</p> <p>Il est interdit de laisser des herbes sèches, broussailles dans l'établissement. Il est interdit d'emmagasiner dans un rayon d'au minimum 50 m autour des dépôts des matières facilement combustibles (bois, papier, carton...) et des liquides inflammables (gazole, huiles, graisses...). Un stock de palettes bois, en rapport avec l'exploitation du site peut être conservé en un endroit suffisamment isolé des dépôts.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est maintenu en parfait état d'ordre et de propreté. La végétation est coupée rase dans l'enceinte du site et aux abords des clôtures. L'exploitant a précisé que le recours à l'écopâturages (mentionné au point de contrôle n°1 du présent rapport) ne permet pas d'assurer l'entretien de l'ensemble du site et que certaines zones sont traitées exclusivement à l'aide d'outils.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Respect des quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des quantités autorisées
Prescription contrôlée : Respect des quantités maximum de stockage.
Constats : Les points contrôlés n'ont pas fait ressortir d'anomalie. Détail des constatations en annexe confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Déchets pyrotechniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2017, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets pyrotechniques
Prescription contrôlée : La liste des déchets entreposés sur le site, ainsi que leur localisation et leur quantité est tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées. L'exploitant définit et met en oeuvre une procédure particulière pour la gestion des déchets pyrotechniques au sein de l'établissement. Cette procédure de gestion décrit le devenir des produits, notamment les modalités de traitement, de neutralisation et d'élimination, les méthodes d'inertage ou de recyclage prévues, les moyens permettant leur mise en oeuvre et les conditions de sécurité associées. Les déchets pyrotechniques sont, dans l'attente de leur traitement, isolés dans un bâtiment ou un emplacement dédié, tel qu'ils ne soient pas susceptibles de générer des effets dominos ni des effets en dehors des limites du site. Ils sont conditionnés dans des emballages adaptés fermés. Les entreposages de déchets présentent une signalétique particulière permettant de les différencier des autres stockages.
Constats : L'exploitant a justifié d'un enregistrement hebdomadaire manuel des déchets dangereux correspondant essentiellement au nombre de palettes de sacs souillés (2 ou 3 palettes maximum) par des résidus d'explosifs. Ces déchets sont stockés dans les entrepôts d'explosifs. La procédure PRS 0302 prévoit la liste de déchets dangereux et les modalités de leur gestion (prise en charge). Ces déchets sont renvoyés sur le site Titanobel de Vonges en vue de leur destruction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Installations électriques _ contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2017, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques _ contrôles périodiques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont contrôlées annuellement.
Constats : Le contrôle des installations électriques a été réalisée le 24/04/2025 ; aucune non-conformité n'a été relevée et le périmètre de vérification était complet (coupure de courant autorisée par l'exploitant).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : MMR – Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 9.12
Thème(s) : Risques accidentels, MMR – Extincteurs
Prescription contrôlée : Les dispositions d'extinction font l'objet d'un contrôle annuel par un organisme extérieur
Constats : Le contrôle des extincteurs (bâtiments et véhicules) a été réalisé le 04/12/2024. Des opérations courantes de maintenance ont été réalisées à cette occasion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent
Constats : La vérification visuelle annuelle est intervenue le 25/04/2025. Le contrôle des installations de protection contre la foudre (vérification complète) avait été réalisé le 11/04/2024. Ces vérifications n'ont pas fait ressortir d'observation. Le compteur foudre fait l'objet d'un contrôle mensuel (dernier relevé du 03/10/2025). L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu d'impact foudre depuis des années.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Rapports d'accident / d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2022, article R. 516.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rapports d'accident / d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a justifié des remontées d'évènements sur la période 2022 - 2024 (point également présenté en CSS). Les fiches d'évènement sont rédigées par le chef de dépôt pour le site de la Jonchère. Cette fiche est transmise au responsable HSE qui enregistre et donne les suites. L'inspection rappelle à l'exploitant les nouvelles modalités de télédéclaration obligatoires à compter du 1/01/2026 : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Gestion des situations accidentelles _ Information des populations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations accidentelles _ Information des populations
Prescription contrôlée : L'exploitant fournit d'office aux personnes susceptibles d'être affectées par un accident majeur prenant naissance dans l'enceinte de l'établissement l'information concernant les mesures de sécurité à prendre et la conduite à tenir en cas d'accident. Ces informations sont réexaminées à la révision du Plan Particulier d'Intervention ou de l'étude de dangers du site. Elles sont distribuées aux personnes présentes dans un rayon minimum de 1000 mètres autour du site. Elles doivent être en permanence à la disposition du public. L'intervalle maximal entre deux renouvellements de l'information destinée au public ne doit en aucun cas dépasser cinq ans. De plus, l'exploitant dispose d'un système d'alerte des personnes exposées lorsqu'un accident est sur le point de se produire.

Constats :

L'exploitant a présenté la fiche d'information des populations actualisée en 2024 en lien avec le SIDPC de la préfecture de la Haute-Vienne.

La sirène PPI qui fait l'objet d'une maintenance (remplacée à neuf en 2024) est testée les 1^{er} mercredi de chaque mois à 12h00.

L'exploitant a fait part de son intention de déployer, via une entreprise prestataire de télé alerte, pour l'ensemble de ses sites un automate d'alerte (en parallèle de FR alerte et de la sirène PPI). Le choix de ce dispositif supplémentaire a été décidé suite à un retour d'expérience sur un autre site de défaillance de la sirène PPI. Ce dispositif ciblera les populations situées dans le périmètre d'audition de la sirène PPI. L'exploitant prendra l'attache des mairies concernées pour en vérifier le bon fonctionnement et le maintien de la mise à jour des données au regard des correspondants ciblés.

L'exploitant transmettra à l'Inspection la fiche d'information des populations actualisée en 2024.

Type de suites proposées : Sans suite